

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19244 - 74ÈME ANNÉE

Marche réunionnaise pour les droits des femmes

« Ensemble luttons pour l'égalité des droits »



La marche le long de l'avenue de la Commune de Paris. (photo AD)

Ce vendredi 8 mars au Port en fin d'après-midi, dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale des Droits des Femmes, le Collectif des Femmes Réunionnaises a organisé une Marche pour l'Égalité des Droits, à laquelle ont participé plus d'une cinquantaine de personnes venues de tout le pays dans une ambiance très chaleureuse.

Cette marche a commencé Place des Cheminots, après une présentation de cet événement par Firose Gador, responsable de la Section communiste du Port, et ensuite les participant-e-s ont marché tout le long de l'avenue de la Commune de Paris, avant de prendre le Parcours de Santé en passant par le

rond-point des Danseuses jusqu'au littoral Nord, près du rond-point de Tamatave.

C'est là que Firose Gador a repris la parole pour remercier toutes les personnes ayant contribué à la réussite de cette marche ainsi que les organisations qui ont exprimé leur soutien à cet événement, comme par exemple l'association Le Port Sa Mèm Mèm, le Collectif pour l'Élimination des Violences Intra-Familiales et Les Natifs de Tamatave. Ensuite, Marie-Paule Fanchin, une autre responsable de la Section communiste du Port, a tenu une allocution pour exprimer « la solidarité du peuple réunionnais avec nos sœurs et frères chagossiens », qui se battent pour faire respecter leur droit au retour dans leur pays, d'où ils ont été dé-

portés depuis 1967 pour y faire une base militaire des USA.

Autre intervenante : Julie Pontalba, qui a exprimé notamment la solidarité réunionnaise avec le peuple palestinien et qui a rendu public un courrier qu'elle va adresser au président de la République et à la ministre de la Justice pour leur demander de faire la vérité sur l'assassinat à Paris le 29 mars 1988 de Dulcie September, une célèbre militante contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Enfin, Firose Gador est intervenu pour lancer un appel : « ensemble luttons pour l'égalité des droits » ; et dans cet esprit elle a fait approuver à l'unanimité un projet de déclaration solennelle du Collectif des Femmes Réunionnaises.

Déclaration du Collectif des Femmes Réunionnaises

Hier 8 février au Port, la marche pour l'égalité s'est conclue par l'adoption à l'unanimité de la Déclaration du Collectif des Femmes Réunionnaises, lue par Firose Gador. Voici le texte de cette déclaration :

« Chaque année, depuis plus de 100 ans, le 8 mars est une date importante pour toutes les femmes et pour tous ceux qui prônent l'égalité des droits et luttent contre toutes les formes de discriminations et d'inégalités à l'encontre des femmes. C'est un combat difficile, de tous les jours. L'histoire nous rappelle sans cesse les crimes causés contre les femmes.

Ainsi, à l'aube de cette journée, la lumière a de nouveau été faite sur le scandale des avortements forcés de la Clinique de Saint-Benoît dans les années 1960. Beaucoup de nos concitoyens ignorent cette histoire d'un passé pas si lointain. Nous pouvons affirmer que ces actes de stérilisations et d'avortements forcés étaient des actes de violences, une violation du droit élémentaire de chaque personne de disposer de son corps.

La vie au quotidien, elle aussi, apporte les raisons et devoirs de mener cette lutte aujourd'hui encore. La majorité des femmes subissent des rapports sociaux particulière-

ment injustes et cela dans plusieurs domaines :

Dans leur activité professionnelle : avec des bas salaires (salaires 14 % inférieurs à ceux des hommes à compétence égale), des fonctions subalternes, contrats précaires et des doubles journées de travail.

La pauvreté sociale et économique. Nous n'oublions pas que les femmes seules avec enfants et les femmes sans activité rémunérée vivent dans l'insécurité économique, ce qui les expose fortement à la pauvreté. Selon l'INSEE, à La Réunion plus qu'en France les femmes sont davantage concernées par la pauvreté que les hommes.

Dans leur vie de femmes : victimes de harcèlement, d'agressions, de viols, de violences, d'atteintes à leurs personnes et intégrité. L'accumulation de ces conditions défavorables et précaires, amène à un statut peu enviable. Celles-ci sont souvent confrontées au dénuement, à l'isolement, et à la fragilité extrême, en l'absence de réponse collective et solidaire. Il reste encore beaucoup à faire dans le domaine des droits des femmes et de l'égalité de genre.

Quiconque suit l'actualité en 2019 ne peut douter de l'urgence de la situation. Nous ici réunis dans le

cadre de la marche de l'égalité, nous nous engageons, conformément au thème retenu par l'ONU pour cette journée des droits de la femme 2019 "à penser équitablement, bâtir intelligemment, innover pour le changement avec l'objectif de réfléchir aux moyens innovants permettant de faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, notamment dans les systèmes de protection sociale, l'accès aux services publics et la construction d'infrastructures durables".

Nous nous engageons à lutter contre toutes ces oppressions, violences, agressions, harcèlements, viols...

Nous nous engageons à apporter notre pierre à la transformation d'un système de société qui écrase les femmes, à la prise en compte de nos réalités réunionnaises et nous nous engageons à donner la priorité à la protection des droits des femmes et des jeunes filles.

Nous avons aujourd'hui l'opportunité de faire bouger les choses, ayons l'énergie et avançons ensemble !

Il faut que cela change dans l'intérêt des femmes, mais aussi celui des hommes, de notre société !

Car la lutte pour l'ÉGALITÉ est un enjeu de SOCIÉTÉ ».

In kozman pou la rout

« Si ou i vé tir d'lé avèk in vash, komans par grate son do »

Sa i rapèl amoin in vyé zistoir défin mon papa téi rakont anou tazantan. Li l'avé in vash sépa si lété Marinette sinon Fifi, li té i apèrsoi èl téi done moizanzmoinss do lé. L'èr-la li téi gate aèl, téi aroz son fouraz avèk lo d'sèl, mèm son rasyon maskade li té i goumant mé arien pou fé. Son tété lété kaziman flak kan téi ariv l'èr pou tir d'lé. In zour li la vni granmatin mèm é zour-la li la dékouv lo potoroz kan li la trouv in zoinalyé-san kilo lété son pti nom gaté - koushé sou lo vash apré boir o pyé. Donk lé forcé kan téi ariv l'èr la trète l'avé konm in mank... Kosa la spassé ozis ? Mi koné pi mé sirman lo volèr d'lé o pyé la pagingn in shaplé félisitasyon... Mé alon arvir dsi nout provèrb-in provèrb komor pou zordi mé mi pans sa lé vré partou... Si in moun néna la boush do myèl avèk ou lé pa rar li l'aprè rode tiré kom i di. Alor, méfyé ! Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Edito

L'avortement forcé, un « bienfait de la colonisation » ?

Toutes les personnes qui ont vu le film « Les 30 courageuses de La Reunion : une affaire oubliée » ont été frappées par la violence des faits et gestes de personnes, au demeurant honorables, agissant dans un secteur noble : la santé publique. Tout le monde a vu que les Tribunaux ont condamné le chirurgien et l'anesthésiste, réduisant le champ à un fait divers.

Or, ils n'étaient pas seuls. Temoignages de l'époque rapporte les propos du chirurgien : « tout le monde savait. Si j'ai agi ainsi c'est parce que j'étais couvert ». De qui parle-t-il ? Pourquoi l'enquête n'a pas mis en avant le ou les commanditaires ou bien la source de commandement ? C'était intéressant pour connaître tous les protagonistes de l'acte criminel. Le principal accusé donne une piste. « Seul l'avortement peut sauver ce pays ». Non seulement, il a agi en service commandé, mais il est convaincu de l'idéologie qui sous tend ses actes. Il assume donc un objectif politique.

A cette étape, il reste à faire le procès sans appel de l'histoire de la colonisation à La Reunion et citer nommément les différents acteurs. Quand le chirurgien déclare : « seul l'avortement peut sauver ce pays », il est convaincu du « bienfait » de son acte, tout comme d'autres sont convaincus « du bienfait de la colonisation ». Le Président de la France l'a proclamé le 26 juillet 2007 à Dakar. Ce qui devait être son acte de foi, s'est transformé en une pièce à conviction. Il en est sorti un livre : « l'Afrique répond à Sarkozy : contre le discours de Dakar ». Sous la direction de Makhily Goussama, le livre rassemble plus d'une vingtaine contributeurs émérites.

Il est urgent de faire ce travail de clarification car chez les colonisés, des personnalités honorables partagent le point de vue du bienfait de la colonisation. Comme si on pouvait comparer les crimes contre les femmes avec la liberté de disposer librement de son corps.

Ary

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Out lodèr kari kont la mizik mon larzan (morso niméro 2)

Mé antansyon la fain sa i done l'imazinasyon. La fain sa i fé travaye la tête é Gonivid son tête té i travaye san arété é arienk dsi la késtyionn manzé. Si tèlman in zour li la trouv in tik-tak é sa ni sava oir ansanm dann morso zordi.

L'avé inn foi pou inn bone foi mésyé lo foi la manz son foi avèk in grinnsèl.

Donk mi di azot Gonivid lété fatigé manz son ri tèlkesé. Mé koman li noré fé pou amélyor son l'ordinèr, vi ké li l'avé poin kari, li l'avé poin lo grin, touzis dé piman vèr pou done in pé l'gou son nouritir. L'èrla, moin lé sir in n'afèr : zot i kakil si zot té la plas Gonivid, zot nora débrouye azot myé sirtou pou trouv manzé in pé gouté. Mé lo tan d'jordi la pa lo tan lontan pars koméla néna tout sort trik pou gingn in manzé akséptab mé lontan lété pa ditou konmsa.

Pou gingn sak ni pé apèl in sinp manzé : do ri, sansa dori mayi, lo grin, rougaye épi kari té i falé ou l'avé lo moiysin pou moiyé né é bonpé d'moun l'avé poin lo moiysin. Si ou té i nyabou fé anbosh aou par in moun rish out bonèr té fé a moiyé fé, mé si ou téi rès déor l'avé poin arien pou fèr. Ankòr, sak mi di lé domi-vré. Pou kosa domi-vré ? Pars kroi pa dann tan lontan ou té i sava tir in bout kari dann marmite bann blan konmsa. Malèr té riskab ariv aou : shak bout la vyann lété konté é lo blan téi profèr done manzé son shien avan done manzé lo moun téi travaye pou li. Lo tan d'avan, mi di aou, pa lo tann zordi.

Kriké Mésyé ! Kraké Madam ! Koton mayi i koul, rosh i flote !

Sak Gonivid I sava trouvé, sa sé in n'afèr I plé ar pa lo blan. Kosa li téi fé ? Sinplomman kan l'odèr kari té i lèv, li té i sava dsi in pyé d'boi, la bransh té i pansh près ziska la fènète la kuizine é kan lodèr téi lèv, lo marmaye téi manz son boushé manzé é konm li té I fors son l'imazinasyon pou li trouv lo gou kari ébin li té I trouv lo gou kari. Li té I pans vréman li té apré manz volaye, koshon, poisson, mèm ni gèp frite téi fé koul son bav. Tousala la dir in pé d'tan ziska k'in zour lo blan la romark son manèj.

Lo marmaye débiské lo mètr la anvoye lo shien dsi li épi la fé trap ali par lo bann zoinalyé san pityé pou li, mé lèsh bote avèk lo blan-faye avèk bann for, mé for avèk bann faye. L'èrla, lo marmaye té kapayé, lo mètr la di ali : "Ou la manz lodèr mon kari, ester ou va pèye ali !".

Lo marmaye la di : « Mi rokoné moin la manz mon ri-mayi dann l'odèr out kari, mé sa la pa iz ali ! Ou l'avé poin moins pou manz apré ! Alor, ou i lèss amoin alé-lo mètr la di : Non ! Ou la vol lodèr mon kari, i fo ou i pèye ali ! »

Gonivid l'avé tête dir é oplis té i di ali pèye, oplis li té i vé pa pèyé. Oplis té i ménas ali, oplis li té i dégonf pa dovan lo mètr épi son bann nèrvis konm dovan lo pèrsonèl lo labitasyon.

Dézyèm morso la fini somenn proshène sar lo troizyèm morso.

Justin